

La concertation

Chronologie de la concertation : quand puis-intervenir ?

La procédure d'élaboration d'un plan de prévention des risques inondation comporte trois phases principales :

- L'étude de la zone inondable :

Elle vous **informe** :

- de l'historique des crues de la rivière étudiée et de ses affluents ,
- de la méthodologie suivie pour étudier ces crues,
- du choix des crues de référence.

Vous pouvez apporter vos propres observations, témoignages et **participer** à l'affinement de la connaissance de ces crues historiques.

- Étude des enjeux et des aléas :

Elle vous **informe** de la façon dont sont considérés les enjeux et de quelle manière ils sont pris en compte dans le PPRi au travers de la caractérisation des aléas (intensité des effets au travers des hauteurs-vitesses).

Vous pouvez apporter **vos propres observations** pour une zone particulière sur les enjeux que vous connaissez.

- L'élaboration du zonage réglementaire :

Cette phase permet de vous **informer** des projets de :

- la note de présentation du PPRi, qui rend compte des études effectuées,
- la cartographie du zonage réglementaire,
- de la situation de votre (vos) propres terrain(s) vis-à-vis de ce zonage et du **règlement qui y est appliqué.**

C'est généralement à cette étape que sont organisées **des réunions publiques.**

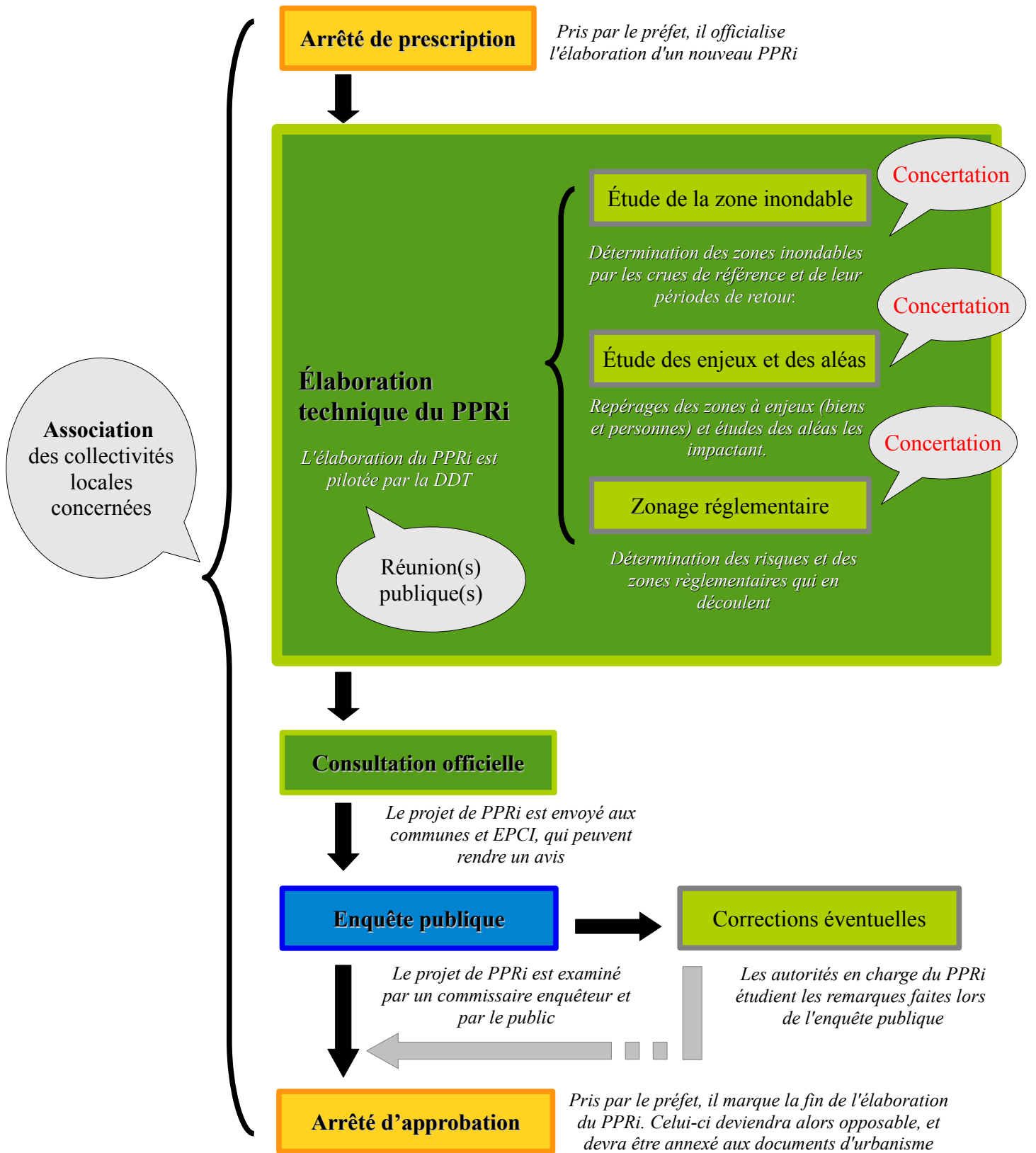
Vous pouvez ainsi savoir ce qui attend les parcelles qui vous intéressent et faire part de vos observations individuelles.

Enquête publique :

L'enquête publique n'est pas une étape de la concertation.

Cependant, elle vous donne une possibilité d'action sur le PPRi élaboré **qui deviendra opposable après approbation.** Il s'agit également de **la dernière possibilité d'échange** avec l'autorité en charge de son élaboration, par le biais du commissaire enquêteur qui est responsable de l'enquête publique.

Schéma :



Légende :



concertation



étape sous la responsabilité du préfet



étape sous la responsabilité de la direction départementale des territoires



étape sous la responsabilité du commissaire enquêteur